

Rien ne justifie un système fiscal où les ultrariches contribuent moins

Des richesses extrêmes coexistent avec des difficultés généralisées. C'est le maintien de ce système injuste qui creuse et pérennise les inégalités, plaident le maire de New York et les deux économistes

Entouré du Nobel d'économie (2001) américain Joseph Stiglitz et de l'économiste français Gabriel Zucman, le maire de New York, Zohran Mamdani, a appelé, mercredi 15 avril, à taxer davantage les plus riches à l'occasion du Tax Day (la date limite de déclaration des revenus). Dans une tribune au Guardian et au Monde, les trois hommes lancent un appel à poursuivre les efforts pour retrouver une fiscalité progressive, qu'ils jugent indispensable à la sauvegarde des démocraties. Vendredi 17 et samedi 18 avril, le sujet sera à l'ordre du jour du Sommet progressiste de Barcelone, réuni à l'initiative du premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, et auquel assistera le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, avocat de la « taxe Zucman ».

Jamais depuis la seconde guerre mondiale les Etats-Unis n'ont connu un tel niveau d'inégalités de revenus et de richesse. Le revenu annuel moyen des ménages à New York est de 131 000 dollars [111 240 euros]. Sans ces inégalités extrêmes, les habitants pourraient vivre confortablement. Au lieu de cela, quelques personnes au sommet de l'échelle des revenus captent une richesse énorme, tandis que des millions d'autres peinent à joindre les deux bouts. Et certains n'y arrivent tout simplement pas. Pour eux, New York est devenue une ville inabordable.

Ce niveau disproportionné d'inégalités a des conséquences économiques, politiques et sociales gigantesques. Il mine la cohésion sociale et politique, érode la confiance dans les institutions et amène les gens à conclure, à juste titre, que le système est faussé.

Fardeau transféré aux travailleurs

Près d'un cinquième des ultrariches américains vivent à New York, la plus forte concentration de richesse de tous les Etats du pays. Mais les inégalités sont loin d'être un problème seulement new-yorkais voire américain – et on sait que les Etats-Unis sont un des pays développés les plus inégalitaires au monde. Il s'agit donc d'une crise planétaire.

Le rapport sur les inégalités mondiales, commandé pendant la présidence sud-africaine du G20, a révélé que, entre

2000 et 2024, le 1% des ménages les plus riches a capté 41% de toute la richesse produite, tandis que la moitié la plus pauvre de l'humanité n'en a perçu que 1%. Cette trajectoire est insoutenable.

L'explosion des fortunes extrêmes est l'un des symptômes les plus évidents de ce profond déséquilibre. En 1987, les milliardaires détenaient une richesse équivalente à 3% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Aujourd'hui, cette minuscule élite, qui ne représente que 0,0001% de la population mondiale, possède une richesse équivalente à 16% du PIB mondial. La concentration croissante de la richesse entraîne celle du pouvoir : celui d'influencer les élections, celui de façonner les politiques publiques, celui de biaiser le fonctionnement des marchés et enfin celui de définir les termes du débat public.

L'un des principaux facteurs de cette dérive réside dans notre incapacité collective à imposer efficacement les ultrariches. Jusqu'à récemment, l'ampleur du problème était difficile à mesurer. Les données publiques ne retraçaient pas les contributions fiscales des ultrariches. Mais, ces dernières années, une multitude de recherches ont porté sur cette question, et leurs conclusions sont claires. Dans les années 1960, les 400 Américains les plus riches payaient environ 50% de leurs revenus en impôts, tous niveaux de gouvernement confondus. Aujourd'hui, ils n'en paient plus que 24%.

Ce phénomène n'est pas propre aux Etats-Unis. A travers l'Europe – y compris en France, en Italie et aux Pays-Bas – ainsi que dans des pays comme le Brésil, les chercheurs observent le même phénomène : les ultrariches paient des taux d'imposition effectifs plus faibles que presque tout le monde. Ils excellent non seulement à gagner de l'argent, mais aussi à éluder l'impôt. Même lorsqu'ils le paient, il reste bien en deçà de leur juste part.

Et, pourtant, la richesse qu'ils ont accumulée doit beaucoup aux investissements publics : formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, Etat de droit facilitant les affaires, bonnes infrastructures, ou parfois même le développement de technologies qui sont à la base de leurs « innovations ». Au lieu de cela, le fardeau est transféré aux travailleurs : ce sont eux qui, par leurs impôts, financent les systèmes qui permettent l'existence de richesses extrêmes.

Il est grand temps que nous affrontions ce problème collectivement. Nous pouvons être en désaccord sur le degré de progressivité des systèmes fiscaux – autrement dit, sur la part d'impôt que les plus riches devraient payer en proportion de leurs revenus par rapport aux autres. Mais rien ne justifie le maintien d'un système fiscal régressif dans lequel les ultrariches contribuent moins que le reste d'entre nous. C'est ce système qui creuse et pérennise les inégalités.

Pendant trop longtemps, les réformes ont été écartées, au motif qu'elles se-

raient trop complexes ou irréalisables, alors que les électeurs appartenant à toutes les sensibilités politiques soutiennent massivement l'idée que les riches doivent payer ce qu'ils doivent. Mais les positions commencent à changer.

En 2024, sous la direction du Brésil, le G20 a inscrit cette question à son ordre du jour et s'est engagé à une taxation plus efficace des individus disposant d'un patrimoine extrêmement élevé. Il a commandé un rapport proposant un impôt minimum de 2% sur la fortune des ultrariches – un moyen simple de s'assurer qu'ils remplissent leurs obligations envers la société. Cette idée puissante a eu des effets d'entraînement.

En 2025, l'Espagne et le Brésil se sont engagés à diriger une coalition de pays pour la mettre en œuvre. Les 17 et 18 avril, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, et le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, doivent rencontrer à Barcelone les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique du Sud, du Mexique, de la Colombie et de nombreux autres pays pour faire avancer ce projet.

Résistance des forces conservatrices

En France, une version de cet impôt minimum a été adoptée par l'Assemblée nationale, avant d'être bloquée par le Sénat conservateur. Néanmoins, elle reste au cœur du débat national. Au début du XXI^e siècle, l'impôt sur le revenu avait connu un sort similaire ; après avoir rencontré une résistance de la part des forces conservatrices, il avait fini par être voté.

Aux Etats-Unis, un changement de cap est en cours. Les électeurs californiens examineront en novembre une taxe sur la richesse des milliardaires. L'Etat de Washington a approuvé un impôt de 9,9% sur les revenus dépassant 1 million de dollars, qui doit entrer en vigueur en 2028. A New York, nous appelons l'Etat à augmenter les impôts des riches et des grandes entreprises afin de combler le déficit budgétaire de la ville et de financer des services publics essentiels comme le logement abordable et la garde d'enfants. La municipalité progresse déjà avec une nouvelle taxe sur les pied-à-terre, qui touchera les ultrariches et les élites mondiales.

L'idée que les milliardaires devraient payer des taux d'imposition plus élevés que les travailleurs n'est pas radicale. Ce qui est radical, c'est de maintenir en l'état un système où des richesses extrêmes coexistent avec des difficultés généralisées – et où ces milliardaires peuvent se soustraire à leur contribution à la société qui a rendu leur succès possible. Plus nous tardons à corriger cela, plus la richesse ainsi que le pouvoir économique et politique s'enracinent, consolidant encore davantage les privilèges de notre aristocratie moderne. ■

Zohran Mamdani est le maire de New York; Joseph Stiglitz, lauréat du « prix Nobel d'économie », est professeur à l'université Columbia et économiste en chef du Roosevelt Institute; Gabriel Zucman est professeur d'économie à la Paris School of Economics et à l'Ecole normale supérieure-PSL, et directeur de l'Observatoire européen de la fiscalité



**EN FRANCE,
UNE VERSION DE
CET IMPÔT MINIMUM
A ÉTÉ ADOPTÉE
PAR L'ASSEMBLÉE
NATIONALE, AVANT
D'ÊTRE BLOQUÉE
PAR LE SÉNAT**